

Tension au Burundi : Les avocats africains demande une intervention énergique

@rib News, 06/05/2015 â€“ Source Xinhua L'Association des avocats panafricains (PALU), une organisation regroupant les avocats au niveau de tout le continent africain, a exprimé mercredi ses préoccupations sur la situation actuelle au Burundi, appelant à une intervention plus énergique de l'Union africaine (UA) et de la Communauté est-africaine (EAC). "Nous avons soutenu le développement institutionnel de l'UA, de l'EAC et d'autres organisations intergouvernementales africaines afin qu'elles soient prêtes à intervenir de manière rapide et significative face aux situations de crise comme celle que traverse actuellement le Burundi", a déclaré le président de cette association, Elijah Banda, dans un communiqué.

Il est très regrettable de voir que l'UA et l'EAC se contentent de publier des déclarations depuis leur siège respectif à Addis Abeba et Arusha, a déclaré M. Banda. Au moins un des juges de la Cour constitutionnelle du Burundi a fui le pays, a-t-il rappelé en citant des informations de presse. "Pourtant, le 5 mai 2015, la même Cour constitutionnelle a rendu une décision déclarant que le président Pierre Nkurunziza a le droit de briguer un troisième mandat en tant que président du Burundi. Dans de telles circonstances, il est difficile d'accepter la légitimité ou la crédibilité de toute décision de ce tribunal", a-t-il affirmé. Au Burundi, l'annonce de la candidature du président Nkurunziza à l'élection présidentielle du 26 juin prochain a poussé les partisans de l'opposition et des membres d'organisations de la société civile à descendre dans la rue depuis une dizaine de jours. Les affrontements survenus lors des manifestations auraient coûté la vie à 13 personnes, selon l'Association burundaise pour la protection des droits Humains et des détenus (APRODH).